

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1053>



Deux minutes trente avant l'Apocalypse

De Marine Le Pen à Benoît Hamon, les présidentiables dansent sur un volcan

- Accueil - Actualités - Elections 2017 -

Date de mise en ligne : vendredi 27 janvier 2017

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Nous courons à la catastrophe planétaire, nous vivons sur un baril de poudre dont la mèche est allumée ou, au choix, au pied d'un volcan sur le point d'exploser. Pendant ce temps, les candidats français au bouton atomique se livrent à une danse du ventre devant la mèche, ou, au choix, à une farandole au sommet du volcan. Tous ou presque, de Marine Le Pen à Benoît Hamon. Magnifique spectacle. Magnifique inconscience.

Apocalypse now

Depuis 70 ans, les savants atomistes règlent périodiquement l'Horloge de l'Apocalypse (Doomsday Clock), cette horloge symbolique qui situe l'humanité plus ou moins près de "minuit", c'est-à-dire de la catastrophe absolue qui pourrait la détruire. En 1954, après les essais des premières bombes H américaine et russe, il fut minuit moins 2. Au début des années 80, on n'en fut pas loin non plus. L'automne 1983 faillit voir par deux fois l'humanité sombrer dans la guerre nucléaire. De 1991 à 1995, après la fin de la guerre froide, la grande aiguille fut repoussée à 17 minutes de minuit. Mais depuis 2015, elle situait l'humanité à 3 minutes de minuit. Les savants atomistes viennent de déplacer l'aiguille à 2 minutes trente. Nous approchons des pires moments de la guerre froide.

Selon eux, « les dirigeants mondiaux n'ont pas su traiter les deux plus graves menaces existentielles : les armes nucléaires et le changement climatique ». « Lors de ses deux derniers rapports annuels sur l'Horloge, le bureau avait lancé cette alerte : "La probabilité d'une catastrophe mondiale est très élevée et les actions requises pour réduire les risques d'un désastre doivent être entreprises très rapidement". En 2017, nous estimons le danger encore plus grand, le besoin d'action encore plus urgent. Il est 2 minutes et demie avant minuit, l'Horloge avance, le danger mondial menace. Les autorités officielles devraient agir immédiatement pour éloigner l'humanité du bord du gouffre. Si elles ne le font pas, de sages citoyens devront s'avancer et montrer le chemin. »

Les facteurs négatifs sont, d'après le Bulletin des savants atomistes, « l'extension à l'échelle mondiale de nationalismes virulents, les sorties du président Donald Trump sur les armes nucléaires et les questions climatiques avant même son accession au pouvoir le 20 janvier, un assombrissement général du paysage sécuritaire, caractérisé par une technologie de plus en plus sophistiquée et un mépris croissant pour l'expertise scientifique ».

On peut y ajouter bien d'autres facteurs.* Mais la menace majeure n'en reste pas moins liée aux bombes atomiques, au total plus de 15 000 dont plusieurs milliers prêtes à partir à tout moment sur l'ordre d'une poignée d'individus dans le monde, littéralement incontrôlés et incontrôlables, ou même par erreur ou accident, comme cela a failli se produire plusieurs fois en 70 ans.

Une issue de secours cachée aux Français

Dans ce contexte dramatique, les Français, victimes d'une omerta politico-médiatique organisée, ignorent que dans deux mois, le 27 mars prochain, tous les Etats membres de l'ONU, dotés ou non d'armes nucléaires, sont conviés à New York pour une première session de négociations en vue d'établir un traité d'interdiction de ces armes. Cette session préparera la suivante, chargée d'élaborer du 15 juin au 7 juillet un projet de traité qui sera soumis en automne à l'Assemblée générale de l'ONU. Si les Français n'ont rien su de cet événement majeur, jamais vu depuis 1945, c'est que la presse et les médias ont passé sous silence la décision prise le 23 décembre 2016 par l'Assemblée générale de l'ONU de convoquer cette conférence en 2017. 113 Etats ont voté pour l'interdiction des armes nucléaires au même titre que les autres armes dites « de destruction massive », biologiques et chimiques. 35 ont voté contre, dont la France : raison pour laquelle il valait mieux, aux yeux de nos décideurs et faiseurs d'opinion, ne pas en parler. Mais il devient de plus en plus embarrassant de ne pas respecter un traité qu'on a ratifié et dont l'article 6 fait, en vain, depuis 1970, obligation aux Etats nucléaires de négocier l'élimination de leurs propres arsenaux.

C'est d'autant plus gênant que le front des Etats nucléaires s'est disloqué. Trois autres Etats dotés d'armes nucléaires et signataires du TNP -Etats-Unis, Russie et Royaume-Uni- se sont joints à la France pour s'opposer à l'interdiction de ces armes, ainsi qu'un Etat non signataire, Israël. Mais la Chine, l'Inde et le Pakistan se sont abstenus, et la Corée du Nord a même voté pour ! Si on ne peut plus se cacher derrière les Etats-voyous pour justifier son propre refus de respecter la loi internationale, où va-t-on !

Omerta nationale

Maintenant que le chef de l'Etat chinois, prenant la relève d'Obama, a proposé à Davos de construire un monde sans armes nucléaires, il devient encore plus difficile de masquer cette perspective. L'omerta française n'en continue pas moins de frapper deux autres faits nationaux, horribles pour les partisans de la force de frappe, déplaisants pour ceux de ses adversaires qui se méfient viscéralement du peuple ou qui font passer le souci de conserver ou d'acquiescer un monopole sur le combat contre la bombe avant l'envie de le gagner ensemble.

D'abord, contrairement au mythe du « consensus national » en faveur de « notre dissuasion », mythe soigneusement entretenu par ses adeptes, il s'avère que, d'après un sondage effectué par l'IFOP à la demande d'ACDN en octobre 2015, 3 Français sur 4 (74 % exactement) voulaient déjà, avant même que l'opportunité n'en soit offerte par l'ONU, « que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ». Certes, il ne s'agissait que d'un sondage et les choses peuvent avoir évolué depuis, dans un sens ou dans l'autre. Mais pour vérifier la volonté majoritaire des Français et lui donner force de loi, il existe un moyen simple et indiscutable : c'est d'organiser un référendum. En 2015, les citoyens voulaient justement être consultés par référendum sur cette question précise. Trois sur quatre, là encore, se disaient prêts à soutenir une initiative parlementaire qui irait en ce sens (27% « certainement », 47 % « probablement »).

Cette volonté de soutenir un désarmement nucléaire multilatéral varie bien entendu selon la sensibilité politique de chacun. Il est d'autant plus remarquable qu'elle traverse tous les partis et rassemble partout, d'après l'étude de l'IFOP, une majorité absolue d'électeurs : de 63 % chez les sympathisants du Front National (et 63% des électeurs de Marine Le Pen en 2012) à 94 % chez ceux d'EELV, en passant par 72 % chez ceux des Républicains (et 74 % des électeurs de Nicolas Sarkozy), 78 % chez ceux de l'UDI (72 % des électeurs de François Bayrou), 80 % chez ceux du PS (81 % des électeurs de François Hollande) et 88 % chez ceux du Front de Gauche (89 % des électeurs de J-L Mélenchon).

Avec les précautions d'usage à l'égard des sondages même les plus sérieux, on peut donc affirmer qu'il existe bien en France un consensus national - mais pas pour conserver les armes nucléaires française : pour les éliminer en même temps que les autres.

Or, et voilà le dernier fait politique scandaleusement occulté : la possibilité d'organiser concrètement un référendum sur cette question existe bel et bien aujourd'hui. En effet, plus de cent parlementaires (111 depuis le 20 janvier 2017) désavouent la politique de la chaise vide pratiquée par le gouvernement actuel comme par tous ses prédécesseurs, de gauche ou de droite. Nombre de ces députés et sénateurs ont beau être proches de la majorité et même membres du Parti socialiste, ils veulent tous, néanmoins, que la France participe au processus d'abolition en cours. Ils veulent en outre que le peuple français soit consulté par référendum là-dessus. Joignant le geste à la parole, ils ont non seulement signé un Appel à référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires, mais encore une Proposition parlementaire de loi (PPL) organisant ledit référendum selon la procédure dite d'initiative partagée (parlementaire et citoyenne).

Pour satisfaire à l'article 11 de la Constitution qui exige le soutien d'un cinquième du Parlement à cette Proposition de Loi, il reste à trouver 74 signataires parmi les 814 autres parlementaires susceptibles (hormis quelques défunts...)

de la cosigner. Elle sera alors transmise au Conseil constitutionnel et devra, une fois validée par le Conseil, recueillir à partir du 1er août 2017 le soutien de 10% des électeurs inscrits, par voie électronique et sous contrôle du ministère de l'Intérieur - soit depuis un ordinateur personnel, soit depuis une mairie, par l'intermédiaire d'un fonctionnaire spécialement habilité à le faire et d'ores et déjà en place. 4,5 millions environ de soutiens citoyens, c'est beaucoup, mais en 9 mois, cela ne devrait pas être trop difficile à atteindre...

Ainsi, le peuple français, pour peu qu'on lui donne la parole, pourrait, conformément à la constitution de la République française qui exige le respect des traités et celui des droits de l'Homme, ouvrir la voie à un monde sans armes nucléaires. Il pourrait se montrer plus sensé que ses dirigeants...

Les briguants de la République : tous (ou presque) pour la Bombe ! **

L'idée de voir le peuple français faire irruption dans la chasse gardée du Président de la République effraie la plupart des "grands candidats" qui briguent la fonction. Pas question pour eux de "baisser la garde" ni de risquer de perdre un jour l'usage du bouton nucléaire et de la valise noire qui les suivra partout. Cela pose son homme, même s'il s'agit d'une femme.

Tous ou presque entendent conserver et embellir la force de frappe française. Pour Marine Le Pen, "notre concept de dissuasion nucléaire sera réaffirmé et précisé. Il doit demeurer le fondement de notre stratégie de défense et la garantie ultime de la sécurité et de l'indépendance nationale." Même chose pour François Fillon : il faut "maintenir la Force de dissuasion nucléaire et préparer sa modernisation", et pour Manuel Valls. Tous deux veulent faire grimper le budget des armées à 2% du PIB, comme l'a demandé le chef d'état-major Pierre de Villiers en décembre 2016, afin d'améliorer fortement leur dotation conventionnelle tout en continuant à moderniser les forces nucléaires.

Pour Jean-Luc Mélenchon, sympathique liquidateur du nucléaire civil, la dissuasion nucléaire "demeure l'élément essentiel de notre stratégie de protection", bien qu'elle doive "être dépassée à terme". En attendant, il se prononce pour "supprimer la composante aérienne", qu'il juge "obsolète". Irait-il jusqu'à poser et la "stratégie", et toutes les "composantes" de la prétendue "dissuasion" nucléaire, sur la table du traité d'interdiction dont la négociation s'ouvre dans deux mois ? On aimerait bien, mais on n'ose y croire. Bien qu'il l'ait fait en 2012, il n'a pas répondu à notre questionnaire. (La seule à l'avoir fait pour le moment est Nathalie Artaud, ce qui en dit long sur les autres, mais elle n'est pas franchement présidentiable, et c'est une chance, car d'ici au Grand soir elle entend bien préserver sans exception tous les emplois des travailleurs du nucléaire civil et militaire.)

Quant à Emmanuel Macron, on aimerait savoir ce qu'il en pense, mais il serait surprenant que cet admirateur enthousiaste du nucléaire civil ("un choix résolument moderne") n'en soit pas un aussi du nucléaire militaire.

Heureusement, il y a Benoît Hamon qui en appelle à la France du coeur. N'a-t-il pas le coeur sur la main, et la main sur le coeur ?

Eh bien non, pas du tout. Ce Brestois d'origine dont le père travaillait à l'arsenal ne se contente pas de vouloir, comme il l'a dit à *Libération*, conserver tous nos SNLE basés à l'île Longue, ni d'envisager la construction de deux nouveaux porte-avions nucléaires (le futur successeur du Charles-de-Gaulle, et son suppléant à la mer quand il est en radoub).

Que les électeurs de gauche séduits par ses discours se le disent : ce n'est pas Benoît Hamon qui nous sauvera de la catastrophe. Il partage au contraire la même foi dans les armes nucléaires que Manuel Valls, François Fillon et Marine Le Pen. Mais il la pousse encore plus loin, voulant faire passer le « budget défense et sécurité » à 3% du PIB (il est vrai qu'il n'en est pas à quelques dizaines de milliards d'Euros près), réclamant (comme Fillon) que ce budget

échappe au calcul du déficit, que "nos partenaires (européens) accentuent leur soutien logistique et financier aux opérations extérieures faites par la France" (comme Fillon), qu'ils augmentent eux aussi leurs dépenses militaires, et enfin qu'ils accordent à la France un leadership en la matière, car elle est seule désormais au sein de l'UE à disposer d'un "outil militaire complet", seule, après le Brexit et le repli du "parapluie américain" annoncé par Donald Trump, à pouvoir protéger l'Europe grâce à sa force de dissuasion nucléaire.

Nous allons enfin recevoir les dividendes politiques et militaires de notre force de frappe. Que cette ligne Maginot à plus de 300 milliards d'Euros soit inutilisable militairement, comme l'avait reconnu le président Giscard en 1973, qu'elle soit absurde, immorale, criminelle et suicidaire, et que nos partenaires européens n'en veuillent absolument pas, peu importe. Avec "un appareil de défense à la hauteur de nos ambitions", nous allons pouvoir défendre "le rang de la France" : "Le rang de la France nous permet de proposer des coopérations de défense de nos frontières qui pourraient compenser le désengagement des Etats-Unis" (2e débat de la "primaire citoyenne"). "Ambitions", "rang de la France", qu'il est neuf, ce langage !

Qu'elle est belle et intelligente, la France dont Benoît Hamon veut faire "battre le coeur" ! Elle menace le monde, mais qu'elle est fraternelle ! Qu'elle est démocratique ! A ce stade, la posture du futur chef d'Etat est aussi ravageuse que ringarde. Nous en sommes avertis : "sa main ne tremblera pas" (Benoît Hamon applique la formule à son attitude face aux lobbies qui nous empoisonnent, mais elle est extensible et s'applique idéalement au détenteur du bouton nucléaire). Cette posture relève-t-elle encore de l'inconscience, ou bien révèle-t-elle une forme d'imposture ? Les deux peut-être. Mais pourquoi devrions-nous confier nos vies à cet homme-là plutôt qu'à d'autres ? C'est pourtant ce qu'il nous demande de faire.

La dernière chance du désarmement nucléaire

Aucun des 7 candidats à la primaire du Parti socialiste dite « primaires citoyennes » n'a jugé bon de répondre aux trois questions qu'ACDN leur avait adressées le 4 décembre dernier. Parmi eux, trois députés : Benoît Hamon, Sylvia Pinel (devenue soutien de Manuel Valls), François de Rugy. Aucun des trois n'a signé l'Appel à référendum ni la proposition de loi référendaire qui leur ont été adressés, comme à tous les parlementaires, à plusieurs reprises depuis mars 2016.

Force est de constater qu'à ce jour, un seul candidat a fait connaître son intention de « remplacer la stratégie de dissuasion nucléaire par un sanctuaire européen "dénucléarisé", et d'oeuvrer à une diplomatie active en faveur du désarmement nucléaire » : Yannick Jadot (75e proposition de "la France vive"). Il n'a pas signé la PPL référendaire, puisqu'il n'appartient pas aux eurodéputés de le faire. Mais il a signé, à l'occasion de la primaire de EELV, l'Appel à référendum et il est le seul à l'avoir fait.

Lui seul devrait donc logiquement recevoir le soutien de celles et ceux pour qui la devise « Liberté, égalité, fraternité » veut encore dire quelque chose. Mais lui-même l'a reconnu : il n'a aucune chance de devenir président de la République.

Quel moyen d'exprimer leur volonté reste-t-il donc aux citoyens français de tout bord qui veulent voir la France participer à l'abolition des armes nucléaires ?

Un seul : écrire aux députés et sénateurs de leur département -ou d'ailleurs- pour leur demander de cosigner la Proposition de Loi référendaire avant la dernière réunion du Parlement, qui aura lieu le 24 février. Il reste à peine quatre semaines pour donner au [REFERENDUM SUR LA PARTICIPATION DE LA FRANCE L'ABOLITION DES ARMES NUCLEAIRES](#) une chance d'avoir lieu.

Une chance de retarder un peu l'heure de l'Apocalypse.

Jean-Marie Matagne

Président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)

www.acdn.net

contact@acdn.net

Notes

* Montée du terrorisme djihadiste, situation au Proche et au Moyen-Orient (Syrie, Irak, Yemen, Israël...), en Asie du sud-est (Corées, Japon, Chine, Inde et Pakistan...), tension croissante entre la Russie et l'Occident depuis l'annexion de la Crimée et le conflit en Ukraine oriental, bruits de bottes des deux côtés de la frontière russe (concentration de blindés américains, radars antimissiles avancés, manoeuvres militaires de l'OTAN, exercice de défense passive entraînant des millions de Russes, menaces nucléaires de Poutine...), grands mouvements migratoires, etc. Sans parler des effets directs et indirects de la dégradation du climat, de l'épuisement des ressources terrestres, minières, énergétiques, alimentaires, de l'expansion démographique. On aurait mieux à faire que de fabriquer et entretenir des armes de massacre, à l'ombre desquelles sont perpétrés d'autres massacres, "conventionnels" ou "asymétriques", d'autres atrocités, et perpétuées tant de saccages de la nature, de misères, de malheurs et d'injustices.

**

Cf. [Palmarès nucléaire des brigants de la République](#)